



L'ÉT NCELLE

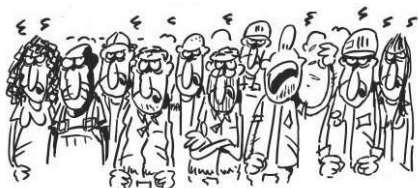
QUE CE SOIT CELLE DE L'INTELLIGENCE, INDISPENSABLE POUR COMPRENDRE CE QUE NOUS VIVONS OU SUBISSONS, OU CELLE DONT ON A BESOIN POUR ALLUMER LES FEUX DE LA COLÈRE QUAND ELLE SE FAIT NÉCESSAIRE.

**N° 25
AVRIL 2014**

SOMMAIRE

- Edito – Les Cahiers revendicatifs
- Déménagements à Meaux et Melun
- Frais de déplacement – L'AG de la CGT Finances Publiques 77
- Evaluation/Notation : La CGT à vos côtés

LES CAHIERS REVENDICATIFS



La CGT FINANCES PUBLIQUES 77 a décidé de terminer l'opération « Cahiers Revendicatifs » engagée en Mars 2013. Ils sont en cours de distribution dans les services ainsi que la motion de soutien.

Ces Cahiers Revendicatifs sont le fruit d'un travail acharné des militants de la CGT FINANCES PUBLIQUES 77 que ce soit dans l'élaboration du questionnaire, dans l'analyse et la synthèse des réponses reçues.

Nous tenons ici à remercier tous les collègues qui ont apporté leur pierre à cet édifice par leurs réponses.

Ces Cahiers bien que volumineux (30 pages) méritent le détour de la lecture. Ils représentent une base de revendications portant sur tous les domaines qui nous préoccupent tous : les missions, les emplois, les structures, les conditions de travail, la gestion de personnel, la formation professionnelle, les rémunérations, les cantines ...

Alors, n'hésitez pas à signer la motion de soutien aux Cahiers Revendicatifs.

Les Cahiers Revendicatifs ainsi que les motions de soutien signées seront remises au Directeur lors du prochain CTL.

20 MARS 2014

UNE JOURNÉE D'ACTION REUSSIE QUI APPELLE UNE SUITE

La journée d'action des agents des Finances du 20 mars 2014 a été une grande réussite. Des milliers d'agents étaient en grève.

A Paris, ils ont défilé de Nation à Bercy pour clamer sous les fenêtres des ministres leur colère et leur revendications. Les organisations syndicales ont été reçues, à leur demande, par Pierre Moscovici. Le Ministre a été forcé de reconnaître la forte mobilisation des personnels mais, encore une fois, a refusé de répondre à leur légitimes revendications.

Sa seule réponse fût de rappeler son seul objectif de recherche effrénée de 50 milliards d'économie à réaliser en trois ans. Concrètement, cela implique la mise en œuvre des plans stratégiques et plan d'action pour détruire l'emploi public et amoindrir les moyens d'intervention dans toutes les administrations du Ministère.

Pour les citoyens, ce sera moins de protection économique, moins de lutte contre les fraudes, moins de contrôle des fonds publics...

Quant aux agents, déjà pressurisés par les suppressions d'emplois, ils n'auront droit qu'à moins de salaires, moins de promotions, moins de mutations, des conditions de vie au travail toujours plus difficiles...

Mais les agents, comme viennent de le montrer les résultats de décembre 2013 du baromètre social de la DGFIP, n'en peuvent plus de cette dégradation de leurs conditions de vie et de travail et sont près de 60 % à considérer que le climat social est plutôt ou très mauvais à la DGFIP.

La journée d'action du 20 mars vient de le confirmer. Elle appelle une suite car pour que s'ouvrent de réelles négociations sur l'emploi, les salaires, les missions et les conditions de travail, ce gouvernement ne laisse pas d'autres choix que celui de poursuivre la mobilisation.



DEMENAGEMENTS ? NON MERCI !

La DDFIP 7 a décidé de suivre la DG dans sa course folle après la démarche stratégique.

La CGT FINANCES PUBLIQUES s'oppose à cette démarche stratégique qui ressemble plus à une marche forcée qu'à autre chose.

En SEINE ET MARNE, la direction a décidé de fusionner les 2 SIP et les 2 SIE de MEAUX et de MELUN. Et tant pis si cela entraîne sur chaque site le déménagement de nombreux services !

Ainsi à MEAUX, tous les services sont touchés par ces déménagements hormis la Trésorerie Municipale.

En plus des 2 SIE de MEAUX OUEST et MEAUX EST, des 2 SIP de MEAUX OUEST & MEAUX EST, sont touchés le CDIF, le SPF, les 3 brigades de Vérification, la BCR, le PCE.

Les agents ont décidé de ne pas se laisser faire ! Réunis en HMI à l'initiative de la CGT FINANCES PUBLIQUES 77, ils ont décidé d'une pétition et de demander une audience collective au directeur.

L'intersyndicale CGT-FO-CFDT a été reçue en audience le 21 Mars.

La version de la Direction ne serait pas peaufinée ...

Pour la direction, les fusions sont inévitables : démarche stratégique oblige.

Pour les autres déménagements (CDIF, Enregistrement, Brigades), elle réfléchit.

A cette occasion, elle nous a avoué que la vente de la Rue des Cordeliers (Brigades) ne provoquerait pas nécessairement le déménagement des agents dans l'urgence.

Concernant le problème de parking engendré par ce projet, la direction dit trouver des solutions auprès de la mairie de MEAUX ...

En attendant, la direction doit venir expliquer aux agents la phase de réflexion dans laquelle elle se trouve quant à ce projet de « rationalisation de l'espace immobilier » à MEAUX.

PROFIL BAS

Un bref message du directeur général sur Ulysse au début du début de mois de Mars et puis plus rien... Visiblement, les résultats du baromètre social (vague de décembre 2013) ne sont pas ceux espérés par une hiérarchie qui s'obstine à nier et à occulter les problèmes qui se posent dans les services. Qu'on en juge !

73%⁽¹⁾ des agents estiment que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens (29 % pas du tout et 44 % plutôt pas).

56 % estiment que le rythme de changement est trop rapide.

70 % des agents considèrent que le climat social est plutôt mauvais ou très mauvais au sein de la DGFIP au plan national, un avis qui reste également majoritaire lorsqu'il s'agit des directions départementales (58 %)

79 % des agents évaluent leur stress au travail au delà de 5 sur une échelle de 1 à 10 et, à plus de 61 %, mettent en cause la charge de travail.

59 % estiment qu'ils travaillent souvent dans l'urgence et 51 % que leur motivation diminue.

Les agents jugent également que la DGFIP n'est pas assez attentive à des sujets comme les conditions et de qualité de vie au travail (70 % d'avis négatifs), l'écoute des agents (78 %), le développement des compétences des agents (64 %).

Plus inquiétant est le fait qu'aujourd'hui 54 % des agents se déclarent pessimistes quant à leur avenir au sein de la DGFIP et de leur service

Au final, ce qui se dégage des résultats de cette enquête, c'est une insatisfaction très majoritaire des agents sur la quasi totalité des sujets qui font leur vie au travail. Et on ne s'étonnera pas qu'ils placent comme thèmes prioritaires sur lesquels il faudrait agir les rémunérations, les conditions de travail et l'organisation interne et les méthodes de travail.

Mais, en définitive, cette enquête ne dit pas autre chose que tout ce que nous avons rassemblé dans le cadre de la démarche des cahiers revendicatifs.

⁽¹⁾ Les pourcentages mentionnés ici sont des pourcentages par rapport aux agents qui ont émis un avis.



DU NOUVEAU POUR LES FRAIS DE DEPLACEMENTS

A la demande de la CGT FIP 77 un groupe de travail sur les frais de déplacements a eu lieu le 10 Mars.

La note de la Direction Générale du 31 Janvier 2014 a effet en Février 2014 et apporte une évolution notable. Désormais, la résidence familiale servira de base au calcul des indemnités kilométriques.

Autre changement, la prise en compte et la réservation des billets, notamment pour l'avion et les longs trajets en train, seront opérées directement par la direction évitant à l'agent de faire l'avance des frais.

Mais comme rien n'est rose, deux points noirs demeurent : le barème servant au calcul des indemnités kilométriques, l'absence de remboursements des frais pour les EDRA et les EDR en mission à MELUN.

La CGT est intervenue sur ces 2 points.

La direction n'a pas cédé prétextant que le barème était du ressort de la DG, et que les EDRA et les EDR ont comme résidence administrativeMELUN, siège de la direction.

La CGT n'en restera pas là !

Elle interviendra au niveau national auprès de la DG pour que le barème soit calqué sur celui des frais réels appliqué pour les contribuables, ce qui est le minimum !

Pour les EDRA et les EDR une pétition circule pour montrer la colère de nos collègues.

Sur ce point également, la CGT interviendra auprès de la DG pour que cette injustice cesse !

UNE ASSEMBLEE GENERALE VIVANTE ET REVENDICATIVE

L'Assemblée Générale de la section CGT FINANCES PUBLIQUES 77 s'est déroulée à SENART le 4 Mars.

Un bref rappel de la situation nationale a été évoqué: chômage (5 millions d'inscrits mais 10 millions de personnes en situation économique difficile), inflation, stagnation des salaires, cadeaux pour les entreprises (pacte de responsabilité : exonération des cotisations familiales (35 milliards), baisse du nombre de taxes, 800 millions d'euros que l'Etat apporte dans l'alliance PEUGEOT-DONGFENG, sans parler du CICE).

La France est le 3^{ème} pays européen où l'on distribue le plus de dividendes. Les gains de placement en bourse ont augmenté de 17 % en 2013.

Car si la finance était le véritable ennemi du président de la république pendant sa campagne électorale (en 2012), elle ne l'est plus. A-t-il changé de camp ?

Puis la situation actuelle à la DGFIP, et notamment à la DDFIP 77 est venue sur le devant de la scène : A la DGFIP, 1988 emplois supprimés au 1^{er} Septembre 2014, et 39 emplois pour la DDFIP 77.

Le meeting CGT FIP Ile de France le 18 Juin et les Etats Généraux le 4 Décembre 2013, à l'appel de l'intersyndicale nationale ont conduit à la journée de grève annoncée pour le 20 Mars.

Un rassemblement à l'appel de la CGT a réuni une trentaine d'agents lors du CTL emploi du 13 Janvier 2014 afin de s'opposer aux 39 suppressions d'emploi prévues dans notre département.

Les traditionnels compte rendu de mandat de commissions (CTL, CAPL, CHSCT, CDAS) ont mis en lumière l'activité de nos élus et les résultats obtenus pour les collègues.

Parmi les sujets abordés lors des débats, nous pouvons citer les fusions de services à MEAUX et MELUN, les Cahiers Revendicatifs, les journées de grève des 18 et 20 Mars, les élections à venir, les droits syndicaux.

Ce fut une AG animée pendant laquelle les débats ont permis de mieux appréhender le ressenti des agents dans les services et d'émettre des propositions d'action.

ÉVALUATION/NOTATION...

Besoin d'un conseil, d'un soutien ?

Nous sommes à votre disposition pour la rédaction d'un recours hiérarchique,
et par la suite si besoin est, pour une défense de votre dossier en CAPL,
mais aussi simplement pour décrypter votre feuille de notation.

CATÉGORIE A	CATÉGORIE B	CATÉGORIE C
 Maria MARINHO 06.81.49.05.04	 Nathalie ÉTIENNE 01.64.43.17.11	 Carla FERNANDES 01.64.35.21.03
 Benjamin MARIONNEAU 01.60.07.87.29	 Hervé LE DALLIC 06.58.68.10.99	 Michel MAITRE 06.80.37.96.47
	 Patrice BAZIR 01.64.35.25.23	 Lucille PACHOT 01.64.35.32.34
	 Sylvie RISACHER 01.64.45.51.62	 Odile CAUDRON NACKERS 01.64.35.32.06

Mieux connaître ces droits, pour mieux se défendre

<http://www.financespubliques.cgt.fr/77/>

guide de l'entretien individuel 2014 en ligne sur notre site

BULLETIN DE CONTACT OU D'ADHESION

J'adhère à la CGT (1)

Je souhaite recevoir les informations de la CGT (1)

Nom : Prénom :
Résidence : Service :
Tel : Adresse électronique :
Date : Signature :

(1) rayer la mention inutile

A remettre à un(e) correspondant(e) de la CGT sur votre site

